

L'INDE: UNE PUISSANCE ÉMERGENTE PLACÉE DEVANT DE GRANDS DÉFIS

Eu égard à sa croissance économique élevée qui perdure, l'Inde, à l'instar de la Chine, est considérée comme une puissance émergente. En termes de développement économique, le pays demeure cependant encore loin derrière son voisin de l'Est. Il se voit également confronté à de nombreux défis qui mettent la poursuite de son essor en péril: environnement géopolitique instable, problèmes au niveau de l'approvisionnement énergétique, relations fragiles avec les Etats-Unis et déficits socioéconomiques. Un rapprochement avec le Pakistan n'est aujourd'hui guère majoritaire au sein de la démocratie indienne.



REUTERS / Mukesh Gupta

Un soldat indien ouvre une grille à la frontière avec le Pakistan, à Suchetgarh, 12.01.2010

En Occident, l'Inde est souvent décrite comme une puissance émergente en plein essor qui un jour pourrait entrer dans la cour des grands de ce monde. Cette évaluation est notamment fondée sur le dynamisme économique dont le pays bénéficie maintenant depuis plusieurs années. Entre 2005 et 2008, l'économie indienne a enregistré une croissance économique moyenne de 9% par an. Elle s'est aussi remise de la crise économique et financière plus tôt que beaucoup d'autres Etats occidentaux. Selon les prévisions du Fonds monétaire international, le taux de croissance de l'économie indienne s'élèvera à 8% entre 2010 et 2012. Avec une population de près de 1,2 milliard, l'Inde est reconnue comme étant la plus grande démocratie du monde. Sa classe moyenne en pleine ascension qui, selon les indications, varie entre 30 et 300 millions d'individus, est considérée comme un gigantesque

marché de consommation pour les biens en provenance des pays occidentaux. Son statut de puissance nucléaire a également contribué à faire d'elle un acteur qui prend toujours davantage de poids dans la politique mondiale.

L'élite indienne avalise cette évaluation que font les pays occidentaux en ce sens qu'elle est majoritairement d'avis que son pays est promis à un grand avenir. Cette manière de voir les choses est basée sur une vision qui représente l'Inde sous la forme d'une civilisation ancienne qui, après des siècles d'oppression par les puissances coloniales, regagne peu à peu le statut de puissance mondiale qui lui est dévolu. Selon des études historiques, jusqu'à un tiers du PIB mondial aurait, pendant plusieurs siècles et jusqu'aux alentours de 1700, été imputable à l'Inde. Les réformes économiques introduites en 1991

et une politique sécuritaire à orientation défensive permettent, selon cette auto-perception, d'asseoir la théorie selon laquelle l'Inde sera dans un proche avenir de nouveau élevée au rang de grande puissance mondiale.

Le développement économique de l'Inde durant ces dernières années est en effet remarquable. Certes, les parallèles qui sont souvent tirés avec le boom chinois et qui se reflètent dans le néologisme «Chindia», paraissent exagérés. L'économie indienne prend aujourd'hui des dimensions beaucoup plus modestes que celle de la Chine. En outre, dans la perspective d'un essor durable, le pays est confronté à des défis encore plus importants que ne l'est son voisin chinois. Parmi ceux peuvent être considérés un environnement géopolitique instable et des relations militaires étroites entre le Pakistan et la Chine, des problèmes croissants d'approvisionnement énergétique, des rapports fragiles avec les Etats-Unis et des faiblesses intérieures au niveau du système de l'éducation et des infrastructures, ainsi qu'un mouvement de guérilla d'inspiration maoïste.

Instabilité géopolitique

Au niveau géopolitique, les Etats voisins que sont le Pakistan et la Chine et leur partenariat militaire étroit sont perçus en Inde depuis plusieurs décennies comme une menace. Cette approche se manifeste dans des dépenses militaires élevées, parfois au détriment des efforts conséquents déployés pour le développement socio-économique. New Delhi et Pékin ont entre-



tenu des relations amicales jusqu'en 1962. L'Inde a soutenu l'admission de la Chine à l'ONU contre la volonté des Etats-Unis et a reçu en contrepartie de Pékin des témoignages de solidarité dans le cadre du conflit avec le Pakistan. Cependant, après une guerre qui a opposé l'Inde et la Chine en 1962 à propos de questions de frontières, Pékin a commencé à soutenir le Pakistan, ce qui a par la suite eu pour effet d'intensifier la lutte pour le Cachemire.

Comme l'Inde s'est positionnée en Etat hors bloc durant la guerre froide et que les Etats-Unis ont par conséquent cultivé des relations plus étroites avec le Pakistan, elle s'est sentie également menacée de façon latente par la puissance maritime américaine. Dans ce contexte, un sentiment de vulnérabilité s'est généralisé lorsque New Delhi a pris au milieu des années 1960 la décision de se constituer un potentiel de dissuasion nucléaire. Vers la fin de la guerre froide, alors que le Pakistan (notamment avec l'aide de la Chine) avait également développé ses propres capacités de fabrication d'armes nucléaires, les rebelles islamistes ont commencé à apporter leur soutien sur le sol indien. Depuis lors, l'Inde ne se voit pas seulement confrontée à la menace traditionnelle et conventionnelle que constituent le Pakistan et la Chine, mais aussi à une menace terroriste à l'intérieur de ses frontières, que le discours indien qualifie de «guerre par procuration».

Après le conflit de Kargil en 1999, lorsque l'Inde a été en mesure de repousser une attaque pakistanaise sur un territoire contrôlé par elle au Cachemire, les dé-

penses indiennes consacrées à la défense ont fortement progressé, et l'on peut constater une nouvelle augmentation depuis les frappes terroristes de Bombay en 2008. En raison de sa supériorité militaire, l'Inde estime aujourd'hui que le danger d'une attaque conventionnelle par le Pakistan est limité. En revanche, la menace que représente le terrorisme transnational qui, en Inde, est mise en relation directe avec l'armée pakistanaise n'en est jugée que plus grande. New Delhi est également sensible à l'ingérence des troupes chinoises dans l'une des régions frontalières du nord-est revendiquée par la Chine, ce qui est interprété comme une démonstration de force de Pékin vis-à-vis de la puissance militaire croissante de l'Inde. Le sentiment de vulnérabilité et la crainte que le Pakistan et la Chine ne fassent de nouveau cause commune contre l'Inde continuent de marquer la politique de sécurité du gouvernement indien. Ayant comme mission de protéger une frontière de 3323 kilomètres à l'ouest et de 3488 kilomètres à l'est, l'armée indienne – qui est certes deux fois plus importante que l'armée pakistanaise, mais ne représente que la moitié des forces chinoises – est à la limite de sa capacité d'intervention.

Approvisionnement énergétique difficile

Les tensions traditionnelles entre l'Inde et le Pakistan trouvent, en plus du conflit avec le Cachemire, leur origine notamment dans le fait qu'Islamabad bloque l'accès de l'Inde aux routes commerciales et énergétiques importantes de l'Asie centrale. Cela pose à l'Inde un problème croissant avant

tout dans l'optique de l'approvisionnement en énergie. Compte tenu de la croissance extrêmement rapide de ses besoins énergétiques, le pays est toujours davantage tributaire des importations d'énergie. Son pétrole, qui représente actuellement un quart de la consommation d'énergie primaire, provient aujourd'hui déjà à raison de 70% de l'étranger, avant tout du golfe Persique. D'ici 2030, la part importée va, selon les estimations, se situer aux alentours de 90%. L'Asie centrale constituerait une source alternative d'énergie d'une importance extraordinaire pour l'Inde.

En harmonie avec le concept pakistanais de la profondeur stratégique, Islamabad tente depuis des années d'étendre son influence en Afghanistan en soutenant les Talibans afghans et d'autres groupements islamistes. L'Inde a réagi en nouant des relations étroites avec l'Iran, le régime Karzai en Afghanistan et des Etats d'Asie centrale, l'objectif étant de contourner le Pakistan en ouvrant des chemins d'approvisionnement alternatifs et de permettre les livraisons de pétrole via les ports indiens. Le fait que le président américain Barack Obama recherche la coopération avec le Pakistan pour satisfaire sa politique vis-à-vis de l'Afghanistan est fâcheux pour l'Inde. De même, la pression exercée par Washington aux fins de soutenir d'autres sanctions contre Téhéran complique la politique extérieure et énergétique de l'Inde.

En outre, la portée croissante de la marine chinoise dans l'océan Indien constitue une source de préoccupation pour l'Inde. Figurant parmi les plus gros consommateurs d'énergie du monde, l'Inde est en concurrence directe avec la Chine s'agissant de l'exploitation des ressources énergétiques. Elle suppose que la présence renforcée de la Chine en mer constitue pour Pékin un avantage décisif dans la course aux ressources. Aujourd'hui déjà, les firmes chinoises surclassent leurs rivales indiennes lorsqu'il s'agit de décrocher de gros contrats énergétiques. Les forces navales indiennes, qui considèrent les eaux qui s'étendent du golfe Persique jusqu'à la route de Malacca comme faisant partie de leur zone d'influence, se sentent menacées par la poussée de la Chine. Compte tenu du fait que 95% du commerce indien se déroule sur la voie maritime, le gouvernement de New Delhi attache une importance stratégique au renforcement de la marine. Toutefois, une grande partie des moyens supplémentaires devra être affectée à la modernisa-

tion de la flotte existante. Des experts indiens tirent la sonnette d'alarme: la flotte pourrait dorénavant se révéler trop petite pour sécuriser les voies maritimes et l'approvisionnement énergétique.

Relations fragiles avec les Etats-Unis

Dans le sillage du conflit de Kargil, les relations entre New Dehli et Washington se sont améliorées à vue d'œil quand les Etats-Unis se sont rangés aux côtés de l'Inde. A l'époque de l'administration Bush, les Etats-Unis voyaient dans la démocratie indienne un partenaire stratégique auquel ils attachaient une grande importance dans une région marquée par les autocraties. Le rapprochement américano-indien était surtout basé sur les préoccupations, partagées, quant aux conséquences de l'expansion de la Chine en termes de politique de sécurité. Il s'est manifesté notamment sous la forme d'un accord bilatéral sur la collaboration concernant l'usage civil de l'énergie atomique qui jusqu'à présent suscite la controverse avant tout dans les Etats occidentaux, en raison de la non-adhésion de l'Inde au Traité de non-prolifération (TNP).

Depuis l'entrée en fonction du gouvernement Obama, les relations amicales ont de nouveau quelque peu perdu de leur chaleur. Du point de vue de New Dehli, les Etats-Unis négligent aujourd'hui les intérêts indiens tout en recherchant le soutien du Pakistan en Afghanistan et la coopération de la Chine pour les questions relevant de l'économie mondiale. Des milieux officiels en Inde supposent aussi que Washington occulte la participation d'organes gouvernementaux pakistanais dans les attaques terroristes de Bombay.

Le fait est que les rapports entre l'Inde et les Etats-Unis sont asymétriques. L'Inde dépend du soutien américain pour la promotion de son économie et le renforcement de sa position internationale. Les priorités divergentes qui prévalent dans les questions commerciales et de sécurité ne devraient toutefois pas se traduire par une rupture officielle dans un avenir proche. Toutefois, les relations bilatérales manquent de consolidation malgré une profession de foi commune pour la démocratie.

Défis de politique intérieure

L'Inde se voit aujourd'hui confrontée à de grands défis en matière de politique intérieure. Les deux plus grands défis qui se présentent pour le pays sont le système de

l'éducation et les carences au niveau des infrastructures. Seuls 65% de la population adulte sont capables de lire et d'écrire une langue nationale. 20% comprennent l'anglais dont une proportion de 0,03% considère l'anglais comme sa langue maternelle. Comme la croissance économique du pays de ces 20 dernières années reposait essentiellement sur les services et était de ce fait peu orientée vers les marchés internationaux, le potentiel de croissance de l'économie indienne peut être remis en question.

Des rapports gouvernementaux indiquent que la grande partie de la population qui est représentée par les jeunes risque de se voir confrontée à des situations très difficiles si le nombre d'instituts de formation n'est pas bientôt augmenté d'au moins 150%. Les rares établissements d'enseignement indiens qui correspondent aux normes internationales se limitent à trois domaines spécialisés: technologies de l'information, biotechnologie et recherche spatiale. C'est grâce aux diplômés qui ressortent de ces instituts que le pays donne l'image d'une superpuissance économique possédant une main-d'œuvre hautement qualifiée. De fait, cette image déforme la réalité en ce sens que 60% des forces de travail de l'Inde sont occupés dans l'agriculture.

Les failles dans les infrastructures physiques ont ces dernières années fait baisser les taux de croissance de l'économie de deux points de pourcentage. Actuellement, 40% du trafic indien transitent sur 2% des routes du pays. Toutes les autres voies de communication ne sont pas faites pour supporter les véhicules lourds. Les pannes de courant qui sont à mettre sur le compte des besoins croissants en énergie sont encore aggravées par des réseaux de distribution en mauvais état. Comme l'activité économique se concentre sur les villes, les régions rurales sont dans une large mesure ignorées par les politiques. Un corollaire en est l'arrivée du mouvement de guérilla maoïste en Inde qui touche déjà à des degrés divers 40% des campagnes et 35% de la population. Même si les soulèvements ont jusqu'ici pu être endigués par la mise sur pied massive de forces de sécurité, ils sont toutefois symptomatiques des profonds fossés socioéconomiques qui divisent la société indienne.

L'industrie de production indienne souffre d'un manque de ressources à maints endroits et les politiciens régionaux populistes ont parfois fait fuir les investisseurs.

Pour assurer une croissance économique soutenue à long terme, il faudrait un paquet de réformes analogue à celui de 1991. Le dilemme indien consiste toutefois dans le fait que les chiffres du chômage, aujourd'hui déjà élevés, s'aggraveraient encore si l'on continue de libéraliser l'économie. Les capacités réduites en matière de poursuites pénales constituent aussi une source de préoccupation. Ainsi, en Inde, les effectifs policiers par rapport à la population totale n'atteignent de loin pas la norme de 0,45% préconisée par l'ONU.

Quoi faire?

Le débat prévalant aussi bien en Inde que dans les pays occidentaux recèle de nombreuses propositions quant aux mesures à prendre pour consolider l'essor rapide de l'Inde sur le long terme. Dans ce contexte, on recommande souvent des corrections de trajectoire stratégiques, notamment un rapprochement avec le Pakistan, un renforcement des relations économiques avec la Chine et une collaboration plus étroite avec les Etats-Unis en matière de défense. On revendique aussi fréquemment un élargissement de la marge de manœuvre du gouvernement central en termes de politique intérieure afin d'atténuer les éclatants abus de nature sociale qui grèvent la société indienne.

Si l'on regarde de plus près le fonctionnement de la démocratie indienne, la praticabilité de telles grandes corrections de la trajectoire politique apparaît parfois incertaine. Ainsi par exemple, la population traumatisée par les attentats terroristes n'admet guère à l'heure actuelle un rapprochement avec le Pakistan. Les élites politiques sont également très sceptiques à cet égard, à plus forte raison qu'à leurs yeux les efforts intensifs de rapprochement déployés par l'Inde depuis les années 1990 se sont traduits par la «trahison» pakistanaise de Kargil. S'agissant du resserrement des relations économiques avec la Chine, ce sont surtout certaines fractions de la fine fleur des affaires qui émettent de grandes réserves. Elles craignent que le marché indien ne soit submergé de biens bon marché en provenance de Chine. De même, le tracé de la frontière encore flou entre les deux Etats et la méfiance historique qui caractérise ces derniers pourrait constituer un obstacle à une intensification des relations. Un alignement plus prononcé sur les Etats-Unis est finalement controversé en Inde, car le paradigme de l'autonomie stratégique est profondément ancré dans la société indienne. L'accord

nucléaire, accepté à une courte majorité seulement par le parlement, fait jusqu'à présent l'objet d'une appréciation négative dans la population musulmane du pays et dans les partis du spectre politique de la gauche. Les craintes qu'un nouveau rapprochement avec les Etats-Unis ne fasse de l'Inde un Etat satellite de la superpuissance américaine sont largement répandues.

La structure de la politique intérieure de l'Inde ne devrait guère permettre un renforcement du gouvernement central dans un avenir proche. L'influence croissante des politiciens locaux et régionaux est le corollaire d'une recrudescence de la corruption et de l'économie de cousinage. Une amélioration des infrastructures interviendra peut-être dans les zones frontalières pour renforcer la capacité de défense militaire. Les régions de l'intérieur du pays ne devraient comme jusqu'à présent que peu retenir l'attention du monde politique.

Ce sont donc les petits pas qui indiquent à l'Inde le chemin à suivre. Le domaine de la politique énergétique offre par exemple une certaine marge de manœuvre pour des corrections de trajectoire. Certes, une pondération accrue des énergies renouvelables ne réduirait que dans une moindre mesure la dépendance de l'Inde vis-à-vis des importations d'énergie, mais aurait au moins l'avantage d'améliorer l'approvisionnement en électricité des zones rurales et de produire des effets positifs sur la politique du climat. De même, une diversification des relations économiques et en particulier une extension des rapports avec les pays européens seraient dans l'intérêt de New Dehli en ce sens qu'elles donneraient une assise plus large à la croissance économique du pays. Mais le fait demeure que l'Inde, indépendamment de ces mesures, conservera dans un proche avenir son rang de puissance émergente disposant d'une capacité certes croissante mais néanmoins limitée en termes d'ajustement de la politique mondiale.

I Editeur responsable: Daniel Möckli
analysen@sipo.gess.ethz.ch

I Commande d'analyses et abonnement gratuit: www.ssn.ethz.ch

Parus précédemment

- N° 74: Politique nucléaire américaine: un changement modéré
- N° 73: L'Inde: une puissance émergente placée devant de grands défis
- N° 72: Réforme du Conseil de sécurité: un noeud gordien?
- N° 71: Cyberguerre: concept, état d'avancement et limites
- N° 70: Le Yémen: lutte difficile contre le terrorisme
- N° 69: La politique énergétique de l'UE face à de grands défis
- N° 68: Finlande: gestion de crises et défense territoriale
- N° 67: Engagements de l'armée à l'étranger: bilan et options
- N° 66: L'Organisation de coopération de Shanghai: signification pour l'occident
- N° 65: La crise du TNP: avant la conférence d'examen de 2010
- N° 64: Politique de défense britannique: pression réformiste
- N° 63: Promotion civile de la paix: potentiel et limites
- N° 62: Communication du risque: utilité pour la politique de sécurité
- N° 61: Politique extérieure de la Suisse 2009: Etat des lieux
- N° 60: La résilience: un concept pour la gestion des catastrophes et crises
- N° 59: Iran: Crise interne et marge de manoeuvre des états occidentaux
- N° 58: Prix du pétrole et géopolitique: les gagnants et les perdants
- N° 57: Le nucléaire gagne du terrain: le risque de prolifération
- N° 56: Le voisinage oriental de l'Europe entre influence russe et ancrage à l'Ouest
- N° 55: Opération Atalante: piraterie et politique de sécurité de la Suisse
- N° 54: Alliance de contradictions: l'OTAN après le sommet anniversaire
- N° 53: Désarmement atomique: l'Amérique et la Russie reprennent les négociations
- N° 52: Prospective stratégique: anticipation et capacité d'agir
- N° 51: Afghanistan: nouvelle stratégie et nombreuses questions
- N° 50: Rapport sur la politique de sécurité: points cruciaux et débats
- N° 49: Le conflit au Proche-Orient après la guerre de Gaza
- N° 48: Lutte antiterrorisme: bilan intermédiaire
- N° 47: Pakistan: partenaire de sécurité et foyer de crise
- N° 46: Livre blanc: nouvelle stratégie de sécurité nationale de la France
- N° 45: L'importance croissante des acteurs civils dans les conflits violents
- N° 44: Politique étrangère suisse: nouvelles orientations
- N° 43: Le conflit nucléaire iranien: état d'avancement et options
- N° 42: Une approche globale dans la gestion internationale des crises
- N° 41: Politique extérieure américaine sous Bush: bilan et perspectives
- N° 40: Sécurité et développement: entre convergence et concurrence
- N° 39: Crise du Caucase: épreuve pour la Russie et l'Occident
- N° 38: Importance stratégique croissante de l'Afrique
- N° 37: Politique européenne de la Suisse: le bilatéralisme – solution permanente?
- N° 36: La sécurité énergétique en Europe: état et perspectives
- N° 35: Politique suisse au Proche-Orient: ambitieuse et controversée
- N° 34: Opérations d'information: tendances et controverses
- N° 33: Lézards sous la fondation: l'OTAN après le sommet de Bucarest
- N° 32: Open Source Intelligence: nouveau paradigme du renseignement?
- N° 31: Secteur européen de l'armement: l'Etat sera obligé de s'adapter
- N° 30: Gestion des risques et politique de sécurité
- N° 29: L'indépendance contestée du Kosovo
- N° 28: La PESD après le Traité de Lisbonne
- N° 27: Tendances stratégiques actuelles
- N° 26: Changement climatique et politique de sécurité
- N° 25: Après Annapolis: processus de paix fragile au Proche-Orient
- N° 24: Conflits liés à l'environnement: importance et solutions
- N° 23: Gestion stratégique des crises: tendances et concepts
- N° 22: Comparaison des forces de réaction rapide de l'OTAN et de l'UE
- N° 21: La Turquie à l'orée d'une réorientation stratégique?
- N° 20: Neutralité et capacité d'action extérieure de la Suisse
- N° 19: Corée du Nord: vers le désarmement nucléaire?
- N° 18: La montée des islamistes au Proche-Orient: démarcation et dialogue
- N° 17: Après les élections: la politique étrangère de la France en transition
- N° 16: Infrastructures critiques: vulnérabilités et protection